

confier à un autre gouvernement que celui qui est maintenant chargé de la direction de notre effort de guerre, la tâche formidable de veiller aux destinées du Canada jusqu'à la fin de cette guerre.

Si, au lieu de penser, comme je le fais, à gagner la guerre, je ne songeais, comme M. Jolliffe, qu'à gagner des élections, je trouverais dans les assertions de ce dernier et dans celles d'autres qui prétendent que le gouvernement actuel ne jouit pas de la confiance du pays, des motifs suffisants pour conseiller à Son Excellence le Gouverneur général d'accorder la dissolution immédiate du Parlement. Je n'entretiens aucun doute sur les résultats de cet appel au peuple. M. Jolliffe constaterait, comme l'ont fait en 1940 d'autres dont l'objectif principal était un changement de gouvernement, que la population canadienne a un sens beaucoup plus profond de la gravité de la situation mondiale actuelle que certains ne le croient. A l'heure présente, la population du Canada est moins que jamais disposée à se prêter à un changement d'administration susceptible d'amoindrir ou de compromettre la portée et la puissance du magnifique effort de guerre du pays. Le Canada doit s'intéresser avant tout à ses combattants.

Le rôle important que les forces armées canadiennes ont joué dans l'invasion de la Sicile a exalté d'une façon intense la fierté du peuple canadien, avant l'ajournement du Parlement. J'ai pu alors signaler le contraste qui existait entre la situation à ce moment-là et celle qui se présentait l'année précédente au moment de l'ajournement. Les Nations Unies avaient connu jusque-là près de huit mois de revers et de reculs. Notre continent était directement menacé du côté de l'Ouest. A l'Est, les sous-marins ennemis faisaient des ravages le long de la côte et jusque dans le golfe et le fleuve Saint-Laurent. Cette année avant l'ajournement des Chambres, la tournure des événements avait heureusement changé. Les armées de la liberté avaient partout saisi l'initiative.